

21 novembre 2014 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur le prix de la Fondation Chirac, à Paris le 21 novembre 2014.

« Monsieur le Président Jacques CHIRAC,
Monsieur le Premier ministre,
Mesdames et messieurs les ministres,
Mesdames et messieurs les ambassadeurs,
Mesdames et messieurs les membres du jury,
Madame, monsieur, les lauréats,

Je tenais à venir cette année encore pour la remise de ce prix. Non pas simplement parce que j'y étais déjà l'année dernière, et que cela suffit pour établir une tradition, mais parce que cette cérémonie est une occasion de mettre en lumière des engagements, des causes, des personnalités, mais aussi des valeurs : celles qui nous rassemblent, en France et au-delà de la France.

Elle me permet aussi, cette remise des prix, de saluer l'action de la Fondation Jacques CHIRAC. De dire, une nouvelle fois, le respect que j'ai pour vous, Jacques CHIRAC, un respect qui est à l'unisson de l'affection que vous portent les Français, au-delà des sensibilités politiques.

L'année dernière, la fondation avait distingué le Docteur MUKWEGE, cela a été dit par Mme ALBANEL, pour l'extraordinaire travail qu'il menait et qu'il mène encore auprès des femmes victimes de viols à l'Est de la République démocratique du Congo. Cette reconnaissance, non seulement lui a valu ensuite le prix SAKHAROV, en attendant d'autres distinctions, mais elle a aussi fait bouger les choses, en Afrique centrale et notamment à l'Est du Congo. L'ONU enfin s'est remobilisée et a fait en sorte que puisse cesser une grande partie des violences qui étaient faites aux femmes dans cette région. C'est dire si le prix, ici, peut avoir aussi cette influence. Il reste beaucoup à faire, en Afrique centrale, et encore en République démocratique du Congo, mais il reste aussi beaucoup à faire en Afrique.

Aujourd'hui, c'est l'épidémie Ebola qui menace, qui touche 3 pays, Liberia, Sierra Léone, la Guinée, et qui justifie aussi que nous nous mobilisions. Plus 5 000 morts et on parle 15 000 personnes qui pourraient être contaminées. Un pays ami, le Mali, qui a déjà été frappé par une agression terroriste est à son tour, sans doute, touché.

Aujourd'hui même, au moment où je m'exprime, une équipe de quatre experts français se rend à Bamako pour étudier l'opportunité de créer un centre de traitement sur les lieux mêmes de la contamination. La France agit, pour ce qui la concerne et avec d'autres, en Guinée. Elle y a installé un hôpital notamment en Guinée forestière. Elle appuie les organisations humanitaires, toutes celles qui sont sans frontière, et qui ne viennent pas que de la France. Ces organisations sont présentes notamment à Conakry, et je m'y rendrai la semaine prochaine.

Nous devons tout faire, je dis bien tout faire, pour qu'au plan international au-delà de ce que nous pouvons mettre en place comme centres de traitement, centres de diagnostics, nous puissions trouver un vaccin, et le mettre très vite à la disposition des populations.

Je sais, Monsieur le Président CHIRAC, l'attachement de votre fondation à la lutte contre les grandes pandémies. Je rappelle que vous avez contribué à la création d'UNITAID et que vous avez pu dégager des financements innovants, c'est-à-dire exceptionnels, notamment une taxe sur les billets d'avion. Hélas, trop peu de pays ont introduit ce dispositif, et il y a des groupes

res billets d'avion. Mais, trop peu de pays ont introduit ce dispositif, et il y a des groupes d'intérêt qui voudraient le mettre en cause. Je réaffirme ici que cette taxe sur les billets d'avion demeurera et devra même s'étendre autant qu'il sera possible. Je souligne aussi, et c'est une fierté qui ne doit pas être proclamée comme s'il suffisait de verser des fonds, mais quand même, que c'est la France qui est l'un des plus grands contributeurs au fonds mondial de lutte contre le Sida, le paludisme et la tuberculose. Et quelles que soient nos contraintes budgétaires, nous continuerons à avoir cette forme de solidarité, parce qu'elle n'est pas simplement une protection pour le monde mais une protection pour nous-mêmes.

L'Afrique, vous en avez parlé, Madame, de l'Afrique, en parlant de la Tunisie. L'Afrique ce grand continent, qui est à la fois plein de jeunesse, plein de richesses et plein de promesses, mais également plein de détresse. L'Afrique a besoin de nous. Besoin de nous pour lutter contre le terrorisme : c'est que la France fait avec l'opération BARKHANE.

Besoin de nous pour endiguer le fondamentalisme barbare. C'est le sens de l'appui de la France à la lutte contre Boko Haram au Nigeria, au Cameroun, -vous savez, cette organisation qui enlève des jeunes filles et qui détruit des écoles.

L'Afrique a besoin de nous pour prévenir les conflits et les massacres, c'est ce que nous faisons avec les Africains eux-mêmes en RCA. Et c'est maintenant l'ONU qui assure cette délicate mais essentielle mission. Mais qu'aurait été ce pays si nous n'étions pas venus une fois encore à son aide.

L'Afrique a également besoin de nous pour son développement, pour l'accès aux biens publics fondamentaux, à l'eau, à l'alimentation.

L'Afrique a besoin de solidarité.

L'Afrique a besoin aussi que l'on promeuve partout les valeurs démocratiques. Encore ces derniers jours, la population du Burkina Faso a fait une belle démonstration qui doit à mon avis faire réfléchir ceux qui voudraient se maintenir au-delà du temps nécessaire à la tête de leur pays en violant l'ordre constitutionnel. Parce que ce qu'a fait la population du Burkina Faso, c'est tout simplement de faire respecter le droit, et de permettre qu'on empêche de réviser une constitution, une loi fondamentale pour une convenance personnelle.

Cette année, le jury, monsieur le Président, a justement décerné son prix pour la prévention des conflits, à Amira YAHYAOUÏ, qui, elle, a tout fait pour que la démocratie soit non seulement promue, mais soit vérifiée -si je puis dire inspectée- jour et nuit. Ce travail de contrôle, de vigilance a permis à la démocratie tunisienne non seulement d'accomplir l'une des plus belles constitutions du monde, mais en même temps, d'assurer sa transition démocratique.

Il se trouve que le prix est décerné quasiment le jour même où les Tunisiens de France sont appelés à voter pour leur prochain Président de la République. C'est donc un hommage à une femme engagée, à une femme jeune, dont l'association a des statuts qui écarteraient la plupart d'entre nous, c'est pourquoi nous n'avons aucune peine à vous féliciter et aucun intérêt non plus à le faire. C'est un hommage qui s'adresse à vous, à votre organisation « la boussole » mais à la Tunisie toute entière, au peuple tunisien. Parce que c'est le peuple tunisien qui a voulu faire sa révolution, qui a inspiré le printemps arabe, mais qui a réussi à accomplir cette espérance qui paraissait folle d'introduire une constitution et de faire des élections démocratiques.

Vous êtes un symbole, un symbole du printemps d'une manière générale et un symbole du printemps arabe en particulier. C'est-à-dire d'un mouvement qui veut asseoir le pouvoir des citoyens et ne pas simplement chasser les dictateurs. Chasser les dictateurs, ce n'est pas en soit construire une démocratie, c'est déjà un premier pas, mais vouloir que les citoyens aient la parole, la parole à travers des élections, à travers aussi des représentants qui puissent répondre devant le peuple de leurs actions, c'est le sens du printemps arabe.

Chère Amira, vous avez alerté le monde après la mort de M. BOUAZIZI puis vous avez voulu que le monde soit informé de ce qui se passait en Tunisie. Vous avez utilisé les réseaux sociaux & ces réseaux dont on peut parfois craindre le pire mais qui peuvent aussi dans certaines circonstances et animés par des vertus comme la vôtre, produire le meilleur. Vous êtes devenue -si je puis m'exprimer ainsi- une gardienne de l'esprit de liberté. C'est grâce à votre lutte obstinée et à celle de bien d'autres et je pense aussi aux syndicats en Tunisie, que cette mutation a pu, malgré les

épreuves, les drames, et il y en a eu, malgré les attaques terroristes, que cette mutation a pu être accomplie.

J'étais moi-même à Tunis, c'était en février 2014 dans cette Assemblée où vous étiez là aussi présente pour l'adoption de la Constitution par l'Assemblée. Je le disais, ce texte est une référence pour le monde entier avec des principes qui n'existent pas même dans la Constitution française -mais je ne vais pas ici proposer qu'on la change, je ne regrouperais peut-être pas le consensus nécessaire-, mais l'égalité des genres, le droit à la protection des données personnelles, le fait que les réseaux de communication doivent avoir pleine liberté, tout cela n'existait pas dans les constitutions qui paraissaient pourtant les plus abouties.

Je suis également conscient que si la Tunisie a pu franchir tous ces obstacles, c'est grâce au peuple tunisien mais aussi grâce à tous les soutiens dont elle a pu disposer et notamment celui de la France.

Celui de la France qui a accueilli pendant un temps les opprimés, ceux qui se battaient pour leurs convictions et qui venaient chercher sur notre sol, pas simplement un abri, même s'ils étaient en situation irrégulière, mais aussi un encouragement. C'est la raison pour laquelle la France doit rester fidèle à cette tradition, cette tradition de l'asile, de l'accueil, du soutien aux militants de la démocratie et des libertés. C'est la raison pour laquelle la France aussi accueille les chrétiens d'Irak, et c'est la raison pour laquelle aussi je le dis devant vous, j'engage aujourd'hui une démarche auprès du Président pakistanais pour la grâce d'Asia BIBI, qui est condamnée à mort pour blasphème dans son pays.

La Tunisie est le pays où le printemps arabe est né. Il est, hélas, aujourd'hui, le seul où il soit accompli. Son voisin, la Libye -Alain JUPPE l'a souligné- n'est pas simplement menacé par le chaos, est dans le chaos ! Faute d'avoir pu être accompagné vers l'Etat de droit. Le terrorisme y a trouvé refuge et la communauté internationale doit réagir. C'est la raison pour laquelle la France a saisi le Secrétaire général des Nations Unies pour que nous puissions ensemble trouver une solution pour accompagner, pour encadrer et apporter aussi confiance et sécurité.

Sinon c'est une autre Syrie qui s'annonce. La Syrie, parlons-en justement. 200 000 morts depuis trois ans. Près de 2 millions de réfugiés. Un régime qui massacre sa population à coup de bombes incendiaires et de gaz chimique. Un groupe terroriste, Daech, devenu une véritable armée qui occupe des territoires, qui y fait régner un ordre inhumain avec des décapitations, des crucifixions, des viols. Des combattants venant de l'étranger, c'est-à-dire aussi, venant de chez nous, qui sont attirés, comme aspirés, enivrés par la vue du sang, celle que l'on propose sur les images, également sur des réseaux sociaux. C'est cette bataille-là que nous devons mener. Une bataille pour la liberté mais aussi pour la dignité.

Le rôle de la France, c'est de soutenir les démocrates syriens -il y en a beaucoup plus qu'on ne le dit, c'est d'aider les combattants de la liberté, de chercher une solution politique et d'apporter l'espoir, tout en participant à une coalition, qui en Irak, doit frapper Daech pour éviter qu'il ne s'étende.

Même pendant les conflits, j'allais dire même surtout pendant les conflits, la culture est nécessaire. Elle donne confiance dans l'avenir, dans l'humanité. Elle met de la lumière là où la nuit des dictatures ou des guerres s'est installée de manière presque infinie.

C'est le sens du « Prix Culture pour la Paix » de la Fondation Jacques Chirac appuyée par la Fondation Culture et diversité.

Il est décerné cette année à l'association humanitaire « Clowns sans frontières ». Antonin MAUREL a créé cette organisation, Christophe BLANDIN-ESTOURNET l'anime aujourd'hui. Belle organisation, belle idée. Non pas simplement dépasser les frontières, la culture l'avait fait depuis longtemps mais de faire en sorte la force de l'art s'oppose à la force des armes.

Depuis que cette initiative a été prise, vous transportez vos tréteaux de « Clowns sans frontières » partout dans le monde, de l'Uruguay à la Birmanie, du Maroc au Soudan. Je crois que bientôt vous allez vous trouver au Tchad pour faire rire les enfants. Au Tchad, il y a 100 000 déplacés, ignorés par le monde entier.

« Clowns sans frontières » donne le sourire à ceux qui l'ont perdu, et il y en a beaucoup. Dans les

ruines ou les camps, on a aussi envie de croire, de croire à la joie possible, de croire au bonheur. Le mime et la musique sont des langues universelles, pas besoin de les apprendre. Elles sont spontanées et créent immédiatement le lien. Le rire si je puis dire- fait partie de la diversité culturelle. Une langue qu'il faudrait protéger, elle aussi.

Dans quelques jours, monsieur le Président, je me rendrai à Dakar pour le Sommet de la francophonie. Je sais combien vous êtes attaché à cette organisation de la francophonie. D'abord, lorsque vous étiez maire de Paris et puis comme Président de la République.

Le français, c'est bien plus qu'une langue. C'est une patrie commune qui permet à tous ceux qui veulent le parler, qui le parlent parfois mieux que nous, les Français, d'aspirer à des valeurs universelles, de porter des principes, d'être conforme aux auteurs qui sont les plus renommés de la culture française pour l'émancipation des peuples.

C'est pourquoi nous devons continuer de nous battre pour la langue française, pour la diversité culturelle, nous battre pour toutes les langues et tout particulièrement celles qui sont les plus menacées, notamment la langue du rire, du sourire et de la joie.

Je veux terminer, monsieur le Président, mesdames et messieurs, par une cause qui vous est également précieuse : la lutte contre le réchauffement climatique. C'était votre message à Johannesburg, il y a douze ans. Vous nous demandiez de porter notre regard vers une maison qui brûlait. Je crains qu'elle ne se soit entièrement consumée depuis. Alors, nous devons de nouveau ouvrir les yeux. Le rapport des experts du GIEC, c'est-à-dire les meilleurs scientifiques du monde, est aussi accablant qu'incontestable.

Lors de la prochaine conférence de Paris en décembre 2015, il y aura un rendez-vous du monde avec lui-même.

Edgar Morin a écrit qu'« à force de sacrifier l'essentiel à l'urgence, on oublie l'urgence de l'essentiel ». Aujourd'hui, l'essentiel frappe à notre porte.

La France n'oublie pas l'essentiel même si elle répond aux urgences. La France a la responsabilité de faire franchir, l'année prochaine, à la communauté internationale, une étape décisive et d'aller vers un accord global et contraignant, pays par pays, pour lutter contre le réchauffement climatique.

Je souhaite que toutes les forces de nos pays se mobilisent pour que nous fassions du climat une grande cause nationale, européenne et internationale parce que c'est à Paris que ce rendez-vous va avoir lieu.

Voilà, monsieur le Président, monsieur le Premier ministre, mesdames et messieurs ce que j'étais venu, ici, vous dire. D'abord féliciter les lauréats, leur dire que maintenant le monde est informé de leur cause et je ne doute pas que les choses vont continuer à bouger. J'étais venu vous dire que la meilleure façon de prévenir les conflits et de préserver la planète, c'est de promouvoir la culture, la culture aussi de la paix. C'est de croire au progrès, de se battre pour lui. C'est de penser que l'humanité peut encore avancer, que la France tant aimée, tant regardée, tant espérée est une France ouverte au monde. Une France qui n'a pas peur. Une France qui est fière et qui est heureuse chaque fois qu'elle est ainsi sollicitée pour faire avancer la cause du progrès et donner espoir dans tous les engagements, dans toutes les démocraties, pour abattre les murs, car il reste encore des murs, les murs de la désolation, les murs de la détresse, les murs de la pauvreté, les murs du terrorisme.

Vive la France ! »